



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fonds de Développement de l'Inclusion

FDI exceptionnel pour la relance inclusive et la croissance de l'IAE

**Mesures de soutien pour le développement et la transformation
des structures de l'Insertion par l'activité économique (SIAE)**

2020

DOSSIER TYPE DE DEMANDE DE SUBVENTION

Dossier à retourner à

Dossier impliquant une ou plusieurs SIAE <u>d'un seul département d'ARA</u>	Unité Départementale de la DIRECCTE territorialement compétente	Adresse disponible sur http://auvergne-rhone-alpes.direccte.gouv.fr/Contacter-votre-DIRECCTE-17698
Dossier impliquant une ou plusieurs SIAE de <u>plusieurs départements d'ARA</u>	Unité Régionale de la DIRECCTE Auvergne Rhône Alpes avec information aux UD concernées	Mathilde ROBIN Service Insertion des Publics prioritaires Dépôt du dossier par mail à ara.dpe@direccte.gouv.fr avec impérativement en objet du mail « Réponse FDI Rebond Axe 2 – Nom du bénéficiaire »

PARTIE 1 – PRESENTATION DE L'ORGANISME

Nom de l'organisme : [.....]

N° SIRET : [.....]

N°RNA délivré lors de toute déclaration (création ou modification) en préfecture :

Numéro récépissé Préfecture : [.....]

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de publication de l'inscription au registre des associations : [.....]

N° Convention IAE en cours de validité : [.....]

Code NAF :

Code IDCC :

N° annexe financière IAE :

Identification du représentant légal de l'organisme :

Prénom / Nom	
Fonction	
Tel/Courriel :	

Forme juridique : : Association Société commerciale Autre (préciser) :

Catégorie de SIAE ACI AI EITI EI ETTI

Structure souhaitant créer une SIAE Autres

Assujettissement à la TVA : OUI
NON

Adresse :

PARTIE 2 - PRESENTATION DU PROJET DEMANDE

Responsable à contacter pour le projet (s'il diffère du représentant légal)

Identité :

Fonction :

Coordonnées :

Type d'aide sollicitée :

Aide à l'investissement

Aide au développement commercial

Aide au conseil

Aide au démarrage

Caractère exceptionnel sollicité (taux de cofinancement porté à 75%) :

Implantation dans une zone particulièrement peu pourvue en SIAE

Projet de grande envergure, en termes de montant d'aide sollicitée (supérieur à 50.000€) et/ ou d'échelle territoriale (inter-régionale voire nationale),

Projet porté conjointement par une SIAE et une entreprise adaptée

Pas de caractère exceptionnel sollicité, taux de cofinancement à 55% maximum

1.Intitulé du projet et résumé (détaillé en annexe 1) :

▪ Intitulé du projet :

--

▪ Objet :

- A quel besoin répond ce projet ?

--

-Qui a identifié le besoin ?

--

▪ Résultats escomptés :

- Nombre d'emplois d'insertion créés :
- Nombre d'emplois d'insertion maintenus :
- Nombre d'emplois permanents créés (le cas échéant) :

Calendrier prévisionnel

Durée :	Date prévisionnelle de commencement d'exécution :	Date prévisionnelle de fin d'exécution :

3. Coût du projet :

Montant de subvention sollicitée:

Coût total du projet	
Montant de la subvention sollicitée	
Montant des autres aides publiques	

Le coût total du projet est-il présenté hors taxes ou TTC ?

Hors taxes

TTC

Éléments comptables au 31-12-N-1 (pour les associations, en remplacement de la liasse fiscale, si la subvention est inférieure ou égale à 23 000 €) :

Chiffre d'affaires :		Capitaux propres :	
Excédent brut d'exploitation :		Dettes financières :	
Résultat d'exploitation :		Crédits de trésorerie :	
Résultat net :		Total du bilan :	
		Effectifs salariés	

PARTIE 3 - ENGAGEMENT ET SIGNATURE

Je soussigné, en qualité de représentant légal de [.....] ayant qualité pour l'engager juridiquement, sollicite une subvention de l'Etat pour le montant indiqué ci-dessus pour la réalisation du projet précité et décrit en annexe.

Je certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent dossier.

J'atteste sur l'honneur la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme que je représente.

J'ai pris connaissance du fait que le démarrage du projet ne peut intervenir avant que le dossier ne soit déclaré ou réputé complet.

ANNEXE N°1

**DESCRIPTION DU PROJET /OPERATION EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE
SUBVENTION**

1. Description du projet:

1. Lieu de réalisation:

3. Objectifs poursuivis :

**4. Votre action/opération vise à développer l'accès à l'IAE pour les publics cibles
suivants : Jeunes, travailleurs en situation de handicap : OUI NON**

Si oui en quoi ?

5. Indicateurs au regard des objectifs : (à annexer à la convention attributive de subvention)

L'atteinte des indicateurs est examinée dans le cadre du dialogue de gestion et/ou du comité de pilotage de l'action.

Impacts attendus en matière :

- d'emploi créé (Nombre d'emplois créés ou à créer) :

A douze mois :

Dans un délai de 3 ans :

Méthode : les emplois directement créés par le projet financé au titre du FDI remplissent les conditions suivantes :

a) une augmentation nette du nombre de salariés de l'établissement concerné est constatée par rapport à la moyenne des douze mois précédents ;

b) les emplois créés sont maintenus pendant au moins deux ans à compter de la date à laquelle les postes ont été pourvus pour la première fois

- d'emploi maintenu (Nombre d'emplois maintenus) :

Méthode : nombre d'emplois maintenus à l'issue du versement de l'aide versée en comparaison avec le nombre d'emplois dans les 12 derniers mois précédents, hors nouveaux recrutements.

- de développement de la structure (changement de taille, développement territorial...) :

- de réorientation, diversification, transformation de l'activité :

- d'organisation des processus de production :

- de l'organisation et de stratégie économique et financière de l'entreprises

--

- autres

--

BUDGET PREVISIONNEL DE L'ACTION OU DE L'OPERATION

Rappel : Période de réalisation du projet : DU au

CHARGES		MONTANTS (1)	PRODUITS		MONTANTS
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES		
60	Achats		70	Ventes	
602	Achats stockés			Productions Vendues	
604	Prestations de services			Marchés publics	
605	Achat matériel				
606	Achats fournitures non stockées			Prestations de service	
61	Charges externes			Mise à disposition de personnel	
611	Sous-traitance générale		74	SUBVENTIONS (2)	
612	Crédit-bail			ETAT (préciser l'administration)	
613	Locations immobilières			ETAT (préciser l'administration)	
613	Locations mobilières			ETAT (préciser l'administration)	
614	Charges locatives			ETAT (préciser l'administration)	
615	Entretien réparations			REGION	
616	Primes d'assurances				
617	Etudes et recherches			CONSEIL DEPARTEMENTAL	
618	Documentation générale et colloques				
62	Autres charges externes				
621	Personnel extérieur à l'entreprise				
622	Honoraires			INTERCOMMUNALITE (EPCI)	
	Presta. formation/tutorat personnel insertion				
	Prestataire action hors formation/tutorat			COMMUNE DE	
623	Publications			COMMUNE DE	
				COMMUNE DE	
624	Transports et déplacement				
				FSE	
625	Voyages, missions et réceptions				
626	Frais de télécom et postaux			Autres établissements publics :	
627	Service bancaire				
628	Divers				
				Aides privées (fondation...)	
63	Impôts et taxes sur salaires				
631	Taxes sur salaires				
633	Vers. Formation, transport, construction				
635	Impôts directs, indirects et droits				
64	Salaires et charges				
	Gestion administration				
	Accompagnement social-emploi-formation				
	Encadrement technique				
	Personnel insertion				
	Autres personnel hors activité insertion				
	Autres frais				
	Autres frais de personnel insertion				
65	Charges de gestion courante		75	Produits gestion courantes	
				dont cotisation, dons manuels ou legs	
66	Charges financières		76	Produits financiers	
67	Charges exceptionnelles		77	Produits exceptionnels	
68	Dotations aux amortissements		78	Reprises sur amortissements et provisions	
68	Dotations aux provisions				
69	Impôt sur société				
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES A L'ACTION			RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION		
Charges fixes de fonctionnement			Préciser		
Frais financiers			Préciser		
Autres			Préciser		
TOTAL CHARGES		0	TOTAL PRODUITS		0

La subvention de [préciser] représente [préciser] euros soit [préciser] % du total des produits (montant attribué/total des produits) X100

DETAIL DU PLAN DE FINANCEMENT

DE LA PARTIE INVESTISSEMENT DU PROJET

DEPENSES ¹	Montant HT	Montant TTC	RESSOURCES	Montant	%
Acquisitions immobilières (<i>dépenses non éligibles</i>)			Aides publiques³ : - Union européenne - Etat / FDI Axe 2 - Etat (hors Direccte, préciser) - Communes - Intercommunalité - Département - Région - FSE - PLIE - AGEFIPH Autre aide publique : - origine : Aides privées -Fondations -autres Autofinancement Fonds propres Emprunts Crédit-bail Autres		
Etudes					
Travaux					
Matériel					
Autres ²					
Total			Total		

Soutien d'une tête de réseau de l'IAE : régional national aucun

Intervention d'un DLA : oui / non

- Si oui, nom du DLA :
- Nature de l'action réalisée par le DLA :
- Date de démarrage de l'action initiale

¹ Lorsque le demandeur récupère la TVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe

² Pour les dépenses de fonctionnement, détailler les dépenses, notamment salaires et charges. Indiquer le cas échéant les modes de calcul (exemple : salaires et charges (x par mois) X (y personnes) X (z mois)

³ Énumérer : ministères, nom des collectivités et établissements publics dont organismes consulaires..., joindre copies des décisions d'aides publiques déjà obtenues (délibérations des collectivités locales,)

ANNEXE 2

PIECES JOINTES

(Indispensables à l'instruction du dossier⁴, Les pièces déjà détenues par le service instructeur ne sont pas à fournir.)

- 1- Preuve de l'existence légale :
 - a. Extrait Kbis, inscription au registre ou répertoire concerné ;
 - b. Pour les associations : copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la préfecture, statuts si subvention supérieure à 23 000 €
- 2- Relevé d'identité bancaire ou postal
- 3- L'indication du régime TVA
- 4- Un calendrier prévisionnel détaillé de réalisation (s'il diffère de celui indiqué dans la demande), **le cas échéant par exercice**
- 5- L'estimation du coût de fonctionnement éventuel annuel de l'équipement après sa mise en service (le cas échéant)
- 6- Pour les subventions supérieures à 23 000 € :
 - a. Dernière liasse fiscale complète.
 - b. Pour les associations, les derniers bilans et comptes de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un.
- 7- Eléments comptables au 31-12-N-1, pour les subventions inférieures à 23 000 € :
- 8- Un document du demandeur attestant avoir sollicité les aides publiques indiquées au plan de financement ou lettre de l'exécutif de la personne publique indiquant son approbation sur le montant de la subvention, son intention de cofinancer le projet et de soumettre dans un délai précis la demande de cofinancement à son organe délibérant
- 9- Devis, projets de contrats ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis, permettant d'apprécier le montant de la dépense.
- 10- Pour les travaux immobiliers et acquisitions immobilières :
 - a. Document précisant la situation juridique et le prix des terrains et immeubles et établissements que le demandeur a ou aura la libre disposition de ceux-ci (promesse de vente...).
 - b. Si le projet s'inscrit dans un programme communautaire certification par un expert qualifié indépendant ou un organisme officiel agréé de la valeur et/ou confirmant que le prix d'achat n'est pas supérieur à la valeur marchande.
 - c. - autorisations préalables requises par la réglementation (permis de construire...)
 - d. - plan de masse, plan de situation, plan cadastral
- 11- Crédit-bail : projet de contrat

⁴ Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'étude du dossier.